

Les policiers servent-ils encore à quelque chose ?



- Crédits photo : FRANCOIS GUILLOT/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Gaël Nofri \(#figp-author\)](#)

Publié le 02/11/2016 à 17h59

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les rassemblements de policiers continuent. Pour Gaël Nofri, au-delà du débat sur les effectifs, la question politique beaucoup plus fondamentale est celle de l'autorité de l'État et de l'incarnation de l'ordre dans un monde qui le nie.

Gaël Nofri est conseiller municipal et métropolitain de Nice et président du Groupe des élus niçois indépendants (DVD).

Jacques Duhamel pouvait écrire en 1963 que «*si les chiffres ne mentent pas, il arrive que les menteurs chiffrent*». Sans doute aurait-il pu réemployer cette phrase pour commenter le débat politique qui s'est engagé depuis quelque temps autour des effectifs de police et de gendarmerie.

Nicolas Sarkozy a-t-il baissé les effectifs de Police et de Gendarmerie ?

Nicolas Sarkozy a-t-il baissé les effectifs de Police et de Gendarmerie? Oui pendant sa présidence, non pendant son passage au ministère de l'Intérieur... François Hollande est-il revenu sur cette baisse? Pas forcément, pas tout le temps, pas complètement... Un débat dans lequel chacun avance ses chiffres, ses arguments et tente ainsi d'exalter ses partisans contre le camp adverse. Un débat en somme très politique où chacun, face à la colère légitime des forces de l'ordre tente de se dédouaner en apportant «la preuve par les chiffres de son action», une action qui se résumerait donc, selon nombre de commentateurs, au recrutement, sans cesse plus important de fonctionnaires de police et de gendarmerie.

Cette conception de l'action n'est ni nouvelle ni très originale, mais elle est budgétivore et démagogique.

Cette conception de l'action n'est ni nouvelle ni très originale, mais elle est budgétivore et démagogique. Elle marque en réalité une incapacité à repenser une politique en profondeur, à aborder le problème de la sécurité dans sa globalité, à penser les forces de l'ordre comme un outil au service de la sécurité de nos compatriotes, non comme une simple administration qui serait une fin en soi.

La première question qu'il convient de se poser est: est-ce que la qualité de la sécurité dépend du nombre de personnes alignées sur le terrain? Que l'on songe à l'augmentation des acteurs de la sécurité ces dernières années sur le terrain et dans notre quotidien et la réponse à cette question nous paraîtra évidente.

Nous avons aujourd'hui plus de policiers nationaux qu'en 1996 (+3.000) et quasiment autant de gendarmes (-200). Dans le même temps, en vingt ans seulement, le nombre des policiers municipaux a été multiplié par deux, ce qui représente pour les communes un effort financier considérable dans un contexte budgétaire déjà extrêmement tendu. Tout cela, sans compter depuis quelques mois, l'opération sentinelle (10.000 hommes mobilisés sur l'ensemble du territoire national) et le recours à la réserve opérationnelle qui, s'ils ont été mobilisés face à la menace spécifique du terrorisme, n'en sont pas moins des forces de l'ordre effectivement présentes sur le terrain.

Les chiffres de la sécurité sont mauvais et ne reflètent que très partiellement la situation.

Pour autant, loin de s'améliorer, notre sentiment de sécurité s'est dégradé de façon préoccupante. Les chiffres de la sécurité sont mauvais et ne reflètent que très partiellement la situation. Le sentiment d'impuissance face à la délinquance gagne partout du terrain à tel point que l'enjeu est aujourd'hui celui d'une société qui semble se déliter face à cette violence devenue quotidienne, presque intégrée dans nos mœurs. Dans le même temps, les attentes des Français se font de plus en plus présentes. Ces attentes, tous les élus locaux y sont confrontés dans l'exercice de leur mandat: pas un comité de quartier où l'on n'en parle pas, pas une sortie de terrain où l'on n'y soit confronté, pas un projet d'aménagement ou de redynamisation dans lequel il ne convienne de prendre en compte cette nouvelle donnée.

Que l'on songe aussi au développement de la sécurité privée, à la multiplication du recours à des vigiles, aux investissements réalisés en termes de technologies de surveillance, de prévention ou de détection et l'on percevra la faillite de l'État dans ce que l'on avait naguère coutume d'appeler un de ses domaines régaliens.

La vérité est sans doute que la sécurité n'est plus un domaine régalien de l'État, non parce que les lois n'en font plus un domaine régalien, mais parce que l'État ne parvient plus à y imposer son action comme porteuse de solutions réelles, durables et efficaces. L'État aujourd'hui ne garantit plus à chaque citoyen une sécurité égale, mais chaque individu accède à un niveau de sécurité qui dépend de ses moyens, de son lieu d'habitation, des capacités financières et de la volonté politique de la commune dans laquelle il réside. Et même ces derniers éléments n'apparaissent que comme des réponses partielles, des rafistolages sans efficacité durable.

Charles Péguy disait que «L'ordre et l'ordre seul fait en définitive la Liberté, le désordre fait la servitude».

Charles Péguy disait que «*L'ordre et l'ordre seul fait en définitive la liberté, le désordre fait la servitude*». Ceux qui vivent aujourd'hui dans les quartiers où n'existe plus l'ordre comprennent le sens véritable de cette phrase, les autres peuvent aussi en percevoir la signification lorsqu'ils considèrent le coût du recours aux différents palliatifs privés qu'emploie notre société de marché afin de masquer son naufrage en matière de sécurité.

Qu'importe en réalité les plus ou moins un pour cent d'effectif de police et de gendarmerie lorsque l'organisation pénale tout entière, et la société elle-même, est défaillante? Un maillon d'une chaîne peut bien être solide, si les autres sont défaillants,

que vaut la chaîne dans son ensemble? C'est à cette question que doivent aujourd'hui répondre nos dirigeants, de quelque couleur politique qu'ils soient. De l'enseignant au législateur, du juge à la prison, du journaliste au monde associatif, il y a une réforme profonde à mettre en place pour que, non seulement, selon une expression désormais bien connue «la peur change de camp», mais encore, pour que nous mettions un terme à l'inversion des valeurs dont est victime notre société.

Comment expliquer l'ordre lorsque toute une scolarité est vécue dans le désordre, que le professeur n'est plus un professeur et la règle est sans cesse adaptée ou à réinventer au gré de l'élève?

Comment imposer le respect de la police lorsque les lois n'imposent pas le respect?

Comment imposer le respect de la police lorsque les lois n'imposent pas le respect et la présomption d'innocence de ceux qui, en portant un uniforme, sont censés incarner l'État et la loi?

Comment assurer la sécurité si le travail de ceux qui arrêtent est sans cesse défait par ceux qui devraient juger et qui se complaisent en fait dans la culture de l'excuse et l'autosatisfaction d'une prétendue générosité d'âme qui ne leur coûte pas bien cher?

Comment assurer l'efficacité du travail de la Police lorsqu'il est plus long d'arrêter un homme que de le voir libérer car les prisons ne disposent pas du nombre de places suffisantes, qu'à 25 ans vous pouvez avoir 30 condamnations à votre actif et pas une journée de prison effectuée?

Comment ne pas voir l'extrême inversion des choses, lorsque des médias diffusent les visages de policiers dans l'exercice de leur fonction, alors que chacun connaît les risques de représailles qu'ils encourent, ou que les journalistes s'engouffrent systématiquement dans le registre de la bavure et de la brutalité policière?

La faute des policiers c'est de continuer à incarner l'ordre dans un monde qui le nie.

Comment enfin expliquer tout simplement que tout cela n'est pas normal, qu'il convient de retrouver la mesure des choses et de rétablir à la fois une hiérarchie des valeurs et une chaîne pénale efficace, lorsque nombre d'associations bénéficiant de subventions publiques, et notamment des syndicats comme la CGT, font de la police un bouc émissaire et l'objet de campagne de dénigrement et de diffamation sans que cela n'appelle de sanction?

Alors, même si la question peut paraître provocatrice - et elle l'est - on peut se demander à quoi sert encore la police. Tant que nous n'aurons pas décidé de prendre les choses à bras-le-corps, de mener une véritable politique d'autorité, de refonder la magistrature, de changer nos lois, de transformer l'école, de faire respecter l'État et ses serviteurs, loin d'embaucher, ne faut-il pas dire à tous ces policiers de rentrer chez eux et de ne plus en bouger? À quoi nous sert donc d'aligner ces hommes et ces femmes, que leurs uniformes désignent aujourd'hui comme les victimes imperturbables d'une délinquance auquel nul n'ose contester ses droits?

La faute des policiers c'est de continuer à incarner l'ordre dans un monde qui le nie.



Gaël Nofri

